Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-54** **24/01/2019**

Date de mise en application : 24/01/2019
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 24/01/2019
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidatures : 15 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de Chargé de mission « qualité de l'eau » (catégorie A) (H/F) à Fort de France (97).
Date limite de candidature : 17 février 2019.

Agence de services et de paiement :

1 poste de Gestionnaire application informatique (catégorie B) (H/F) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

- 1 poste d Expert informatique régional (catégorie A) (H/F) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

- 1 poste de - Gestionnaire application informatique (catégorie B) (H/F) à Chasseneuil-du-Poitou (85).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

- 1 poste de Expert informatique régional (catégorie A) (H/F) à Chasseneuil-du-Poitou (85).
Date limite de candidature : 14 février 2019.
8
- 1 poste de Adjoint chef de service contrôles (catégorie A) (H/F) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

- 1 poste de Chef de secteur contrôles animaux (catégorie A) (H/F) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de conseiller(ère) national(e) de prévention (F/H) (Catégorie A) à Paris (75).
Date limite de candidature : 07 février 2019.

- 1 poste de gestionnaire de rémunérations (Catégorie B) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 10 février 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste d'informaticien – analyste programmeur EDI (catégorie A) (H/F) à Lyon (69).
Date limite de candidature : 04 février 2019.

FranceAgriMer :

- 1 poste de Chef d'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes(catégorie A/A+) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de coordinateur de programme Life (catégorie A) (H/F) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

- 1 poste de Chargé de projet « Reconquête de la biodiversité sur le site des Pointes et plages de Saziley-Charifou »(catégorie A) (H/F) à Coconi (Mayotte)
Date limite de candidature : 28 février 2019.

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

- 1 poste de chargé(e) de missions techniques et réglementaires (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

- 1 poste d'adjoint au responsable de service (catégorie A) (H/F) à à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 07 février 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir en CDI ou détachement sur contrat (si fonctionnaire)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « qualité de l'eau » (h/f)**
Affectation :	Direction Parcs naturels marins/Parcs nationaux et territoires Parc naturel marin de Martinique
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur délégué
Résidence administrative :	Fort de France ou commune limitrophe
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le Parc naturel marin de Martinique a été créé par décret le 5 mai 2017. Il est le deuxième plus grand parc naturel marin qui s'étend sur les 47 340 km² de mer qui entourent la Martinique, soit sur l'ensemble de la zone économique exclusive. Ce périmètre est cohérent d'un point de vue écologique prenant en compte à la fois les habitats côtiers (mangroves, herbiers, communautés coralliennes…) et ceux du large, mais aussi les espèces (crustacés, poissons côtiers et grands pélagiques, tortues, cétacés, oiseaux marins…). Ce périmètre, qui concerne toutes les communes littorales et tous les usages, offre ainsi les meilleures perspectives pour répondre aux objectifs de protection du patrimoine naturel et de développement durable des activités.

L'équipe du parc sera composée au démarrage de 5 personnes et sera renforcée par la suite. Des personnels recrutés pour des missions ponctuelles pourront compléter l'équipe

Description du poste :

Mission :

Participe activement à l'élaboration du plan de gestion du Parc naturel marin : synthèse des connaissances, appui technique et animation de groupes de travail pour identifier les enjeux principaux, définir les finalités et niveaux d'exigence relatifs à la qualité de l'eau, aux usages et au développement des activités professionnelles de pêche et de conchyliculture, construction et renseignement du tableau de bord.

L'ensemble de ce travail sera réalisé en relation avec les services de l'agence et par le développement et l'animation du réseau d'acteurs impliqués dans ces domaines.

Après l'adoption du plan de gestion, il sera chargé de sa mise en œuvre dans son domaine de compétence : définition des programmes d'actions annuels et montage / suivi de projets.

Il devra valoriser et présenter les projets et les actions réalisés, aux membres du conseil de gestion et aux acteurs du Parc.

Le chargé de mission réalise les expertises auprès du Conseil de gestion du parc naturel marin sur les projets et activités relevant de son domaine de compétences intervenant dans le périmètre du Parc.

Activités principales :

Le chargé de mission qualité de l'eau intervient en particulier dans les domaines suivants :

- Bilan de l'état biologique et physico-chimique des milieux aquatiques marins, littoraux et de certains bassins versants ;
- Définition des interactions entre usages et qualité de l'eau, mesures pour limiter les risques, proposition d'actions de conservation ou restauration de la qualité de l'eau ;
- Elaboration et proposition d'outils de gestion et de suivi et d'indicateurs pour la qualité de l'eau ;
- Plus généralement, recherche de partage d'objectifs communs entre acteurs de la terre et acteurs de la mer, renforcement du lien terre-mer par le partenariat des acteurs concernés.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Tous services de l'AFB.

Relations externes :
- Élus ;
- Services de l'Etat ;
- Scientifiques ;
- Usagers de la mer.

Profil recherché

- Niveau Bac+5 ;
- Disposant d'une expérience professionnelle dans le domaine de la chimie de l'eau, écologie et hydrobiologie.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Compétences en chimie de l'eau, écologie, hydrobiologie ;
- connaissance du contexte réglementaire et de l'organisation des acteurs institutionnels de l'eau ;
- Connaissance en montage de projet de recherche en lien avec les partenaires scientifiques ;
- Une connaissance des enjeux et spécificités locales ou d'outre-mer et de ses acteurs serait un plus.

Savoir-faire opérationnel :
- Analyser les enjeux du territoire en relation avec sa thématique ;
- Piloter des projets (du cahier des charges à l'évaluation) ;
- Analyser et interpréter de données ;
- Rédiger divers types de document (note, rapport, support de communication…) ;
- Animer des réunions et conduire la concertation.

Savoir-être professionnel :
- Autonomie ;
- Méthode et organisation ;

- Réactivité ;
- Adaptabilité ;
- Capacité d'écoute et de négociation ;
- Travail en équipe ;
- Avoir un esprit de synthèse.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DPT/PNMMAR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 février 2019

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute
Un coordinateur de programme Life (H/F)
(CDD de 33 mois)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.

Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents a été constituée en 2018 pour mener à bien le programme LIFE « adapto ».

Description du poste à pourvoir

Le programme, nommé « adapto », visant à expérimenter une gestion souple du trait de côte sur 10 sites pilotes et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible, a été retenu au titre d'un contrat « Life » de l'Union européenne pour une durée de 4 ans. Sous l'autorité hiérarchique du directeur de la DGPAT, le travail du coordinateur du programme Life adapto, consiste à assurer le pilotage et la mise en œuvre des actions inscrites dans ce programme avec l'ensemble des intervenants concernés.

A ce titre, le coordinateur pilote l'équipe projet (deux chargés de projet et un assistant administratif). Ilest en relation fonctionnelle avec les délégués, les délégués adjoints, les chargés de mission (chargés des sites en délégation) et le cas échéant les vacataires en délégation affectés au projet.

Les principales missions demandées sont les suivantes :

Assurer la coordination générale du projet adapto
Le coordinateur a la responsabilité d'organiser et mettre en œuvre le pilotage de l'ensemble du projet et des agents y concourant, dans le respect des orientations fixées par la direction de l'établissement et le comité de pilotage. A ce titre :

- il assure la mise en œuvre du programme, en veillant à faire respecter les termes du contrat Life, dont les contraintes budgétaires, méthodologiques et temporelles inscrites dans le programme ;
- il veille à la bonne organisation de la gouvernance du projet, au plan national et local en relation avec les délégations de rivage concernées, dans une logique de facilitation ;
- il est l'interlocuteur de la Commission européenne (échanges écrits et oraux), il rédige notamment les rapports et organise les bilans et tableaux de suivi afférents ;
- il est l'interlocuteur de référence du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), partenaire associé du projet adapto.

Assurer le bon déroulement des actions transversales, communes aux 10 sites
Le coordinateur assure la mise en œuvre des actions de portée transversale (rédaction de cahiers des charges, relationnel avec les prestataires et communication sur les actions menées). Il est assisté par l'assistant administratif pour les aspects administratifs, budgétaires et liés à la communication, ainsi qu'au cas par cas par les chargés de projets. Les actions transversales portent notamment sur :

- le pilotage d'études et de prestations communes aux différents sites (approche paysagère, suivi écologique, études économiques, enquêtes de perception sociale, aide à la gouvernance) ;
- la capitalisation et la diffusion des expériences menées sur les sites ;
- le développement d'un réseau d'échanges du Conservatoire du littoral à l'international vis-à-vis du projet, pour renforcer la « réplicabilité » du programme ;
- la mise en œuvre des actions de communication et de restitution liées au projet.

Assurer le suivi des études et des travaux menés sur les 3 sites situés sur la façade atlantique
Les deux chargés de projets également présents dans l'équipe sont responsables respectivement du suivi des actions sur les façades Manche et Méditerranée. Le coordinateur supervise en propre les opérations programmées sur les sites de la façade atlantique ainsi qu'en Guyane, en relation avec les délégations concernées. A ce titre :

- il apporte son soutien en tant que de besoin aux délégations pour toute action relevant du projet ;
- il assure le reportage et le recueil d'informations nécessaires au suivi des projets de site.

Compétences requises

- Expérience avérée en pilotage de projet, si possible européen : maîtrise des aspects organisationnels, budgétaires, et des relations partenariales, capacité à intégrer les dimensions techniques et à formaliser des décisions ou des conventions
- Bonnes capacités d'animation reconnues
- Le coordinateur étant l'interlocuteur privilégié de la Commission européenne, la maitrise de la langue anglaise, à l'oral et à l'écrit, est impérative
- Rigueur, organisation, autonomie, esprit d'initiative
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Disponibilité horaire et mobilité géographique pour assurer les déplacements liés aux fonctions (permis B impératif).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la DGPAT. Il est en relation fonctionnelle avec les agents de la direction de la gestion patrimoniale, et notamment le responsable de la mission interface Terre-Mer, avec les délégués de rivages, la DAFSI (action foncière) et le secrétariat général.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A, agent contractuel ou fonctionnaire en détachement pour une durée déterminée de 33 mois à temps complet.
Formation universitaire ou équivalent à bac +5, avec une expérience en gestion de projet.
Ce poste nécessite des déplacements fréquents à l'échelle nationale.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 15 février 2019 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour la délégation outre-mer – antenne de MAYOTTE un Chargé de projet « Reconquête de la biodiversité sur le site des Pointes et plages de Saziley-Charifou »

Poste de catégorie A ouvert pour 24 mois

- Aux agents contractuels en CDD

Créé par la loi du 10 juillet 1975, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, établissement public administratif de l'Etat, a pour mission de mener en partenariat avec les collectivités territoriales une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral et des rivages lacustres, en veillant au respect des sites naturels et de l'équilibre écologique. Les services nationaux sont situés à Rochefort sur Mer et l'établissement dispose d'une antenne à Paris et de 10 délégations de rivages.

Description de la délégation outre-mer et de ses antennes

La délégation outre mer est basée en métropole et pilote l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents repartis dans les antennes et de 3 agents en métropole.

La délégation met en œuvre sous l'autorité du directeur de l'établissement la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le conseil d'administration.
L'antenne de Mayotte est rattachée au conseil des rivages de l'océan indien. Elle est composée d'une responsable et de chargés de mission qui mettent en œuvre et assurent le suivi au niveau local des programmes et des actions de la délégation pour l'île de Mayotte.
Au premier janvier 2019, les sites administrés par le Conservatoire couvrent une surface de 2 791 hectares dont la plus grosse part est située sur le Domaine Public Maritime.

Description du projet et des missions

Depuis 2012, le Conservatoire du littoral met en œuvre des actions concrètes de reconquête de la biodiversité sur ses sites de Mayotte.
Sur celui des Pointes et plages de Saziley-Charifou, ces actions ont principalement concerné l'encadrement des pratiques agricoles vivrières qui impactent les milieux naturels en les défrichant et en y favorisant le développement d'espèces végétales exotiques envahissantes. Ces actions sont confirmées dans le plan de gestion du site en cours de rédaction.
En septembre 2018, le Conservatoire du littoral a été retenu à l'appel à projets lancé par l'AFB aux fins de « reconquête de la biodiversité dans les Outre Mers » avec un projet qui vise la restauration écologique des habitats de forêts semi-sèches encore fonctionnels ainsi qu'à former les gestionnaires du site et les agriculteurs qui y travaillent.

Le chargé de projet aura en charge la coordination du projet et exercera plus particulièrement les missions suivantes :

- Supervision et mise en œuvre du volet reconquête et restauration écologique :
    - Rédaction des clauses techniques des marchés et proposition d'analyse des offres ;
    - Supervision de la mise en œuvre de toutes les phases de terrain comprenant les récoltes de semences, les productions en pépinière, la lutte contre les Espèces exotiques envahissantes (EEE), les plantations
    - Rapportage complet comprenant également l'aspect administratif et financier du projet

- Sensibilisation des agriculteurs et des gestionnaires à la lutte contre les EEE :
    - Supervision de la création d'outils de formation ad hoc si nécessaire
    - Supervision de la diffusion des outils de formation
    - Supervision de la mise en œuvre d'actions de formation ciblées
- Organisation des réunions de concertation et d'information liées au projet (invitation, animation, compte rendu…)

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :

Le chargé de projet est placé sous l'autorité hiérarchique de la responsable de l'antenne de Mayotte et sous l'autorité fonctionnelle de la déléguée adjointe pour l'Océan Indien. Il devra veiller à ce que la bonne exécution du projet se fasse de manière concertée et cohérente avec les actions menées par les autres agents de l'antenne et particulièrement celles concernant le site des Pointes et plages de Saziley-Charifou.

En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux.
En externe, il est en relation avec les administrations, les collectivités territoriales, les gestionnaires, les usagers, les associations et les entreprises.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A : agent contractuel de droit public en CDD de 24 mois.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Profil et compétences requises :

BAC + 4 ou 5 dans les domaines de la gestion d'espaces naturels :
- capacité à la gestion de projet
- connaissances de la gestion des espaces naturels
- connaissances en écologie tropicale et en agronomie tropicale souhaitées
- connaissance des procédures administratives et de marchés publics
- prise de responsabilités, capacités d'initiatives, disponibilité, autonomie
- capacité rédactionnelle
- maîtrise des GPS, des logiciels bureautiques et des SIG
- aptitude au travail de terrain en milieu tropical et connaissance du contexte ultramarin
- capacité à rendre compte de manière proactive et à s'insérer dans une équipe déjà constituée.

Résidence administrative et date de prise de fonction:

Le poste est à pourvoir à partir du 1er juillet 2019. Il est localisé à COCONI (MAYOTTE).

Dépôt des candidatures

Les candidatures sont à adresser **au plus tard le 28 février 2019 à** :

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral,
A l'attention du service des ressources humaines,
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique : offres d'emplois

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses) :

Cris KORDJEE, responsable de l'antenne de Mayotte : Tel : 02 69 62 31 06
courriel : mayotte@conservatoire-du-littoral.fr
Alain BRONDEAU, délégué outre-mer : Tél 01 44 63 56 72
Courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-03-DRH

18/01/19

La Direction des ressources humaines de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

Conseiller(ère) national(e) de prévention (F/H)

Le Directeur général exerce la responsabilité de chef de service au sens du décret n°82-453 du 28 mai 1982.

La Direction des ressources humaines (DRH), composée de quatre départements – Carrières-effectifs ; Qualité de vie et santé au travail (QVST) ; Rémunérations ; Formation – et d'une Mission développement RH, lui propose la politique de prévention des risques professionnels de l'ONCFS et la met en œuvre.

Pour ce faire, elle dispose d'un(e) conseiller(ère) national(e) de prévention à la DRH qui anime un réseau de conseillers de prévention dans les délégations (inter)régionales et d'assistants de prévention dans les services départementaux.

Le gouvernement a décidé de créer un nouvel établissement à compter du 1er janvier 2020, dénommé office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et de l'agence française de la biodiversité (AFB), et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement. Ainsi, les attributions du (de la) conseiller(ère) national(e) de prévention, ses missions, de même que sa localisation sont susceptibles d'évoluer.

Sous la responsabilité directe de la cheffe du département qualité de vie et santé au travail, le(la) conseiller(ère) national(e) de prévention organise l'évaluation des risques professionnels et la planification des actions de prévention pour l'ONCFS et exerce une autorité fonctionnelle sur le réseau santé et sécurité au travail (SST), en étroite collaboration avec l'inspecteur en santé et sécurité au travail (ISST) rattaché à l'inspection générale des services de l'ONCFS.

Nature de l'emploi

Poste vacant, basé à PARIS (75017) - A pourvoir à compter du 16/02/2019 - Catégorie A – Temps plein

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de niveau I ou II (Type master ou licence) en prévention des risques professionnels, hygiène, sécurité, protection de l'environnement – une première expérience dans le domaine est indispensable.
Connaissances de la réglementation en matière de SST dans la fonction publique de l'Etat.
Connaissances approfondies des règles de sécurité, des habilitations et des autorisations par activité.
Connaissances des règles de l'organisation du travail, de l'aménagement et de la conception des lieux de travail (ergonomie).
Aisance dans l'utilisation des outils bureautiques, d'information et de communication.
Maîtrise des méthodes d'analyse de risques et de diagnostic.
Maîtrise des techniques d'animation de réunion et pratique des techniques de conduite de projet (management transversal).
Maîtrise des techniques d'écoute active, empathie, patience et courtoisie.
Respect des règles de déontologie et de confidentialité.
Fortes capacités à coordonner, à négocier et à mobiliser les différents acteurs et partenaires, nécessitant disponibilité et pédagogie.
Capacités à prendre des décisions, à rendre compte, avec discernement, notamment en cas d'urgence.
Etre force de proposition de solutions innovantes.

Conditions particulières

Déplacements au niveau national (dans les services de l'établissement sur tout le territoire).
Par nature très transversale, le poste conduit à un contact avec l'ensemble des métiers de l'ONCFS sur tout le territoire. Il demande de connaître l'activité réelle exercée par les inspecteurs de l'environnement, par les experts techniques et les agents des services supports.

Activités principales

Piloter l'actualisation annuelle du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) de l'ONCFS en s'appuyant sur une méthodologie participative intégrant les enjeux des services territoriaux.

Concourir, en tant que coordinateur(trice) des différentes contributions, à l'élaboration de la politique de prévention avec le directeur général à travers le plan pluriannuel et le programme annuel de prévention et d'amélioration des conditions de travail qu'il lui propose • Procéder à l'évaluation des actions qui en découlent.

Proposer, en collaboration avec les autres acteurs de la prévention, des mesures pratiques pour améliorer la prévention des risques professionnels • Participer à la sensibilisation, l'information et la formation des personnels • Développer des synergies avec le département formation et la mission développement RH (plan de formation à la prévention destiné aux membres du CHSCT, aux agents de prévention, aux responsables d'implantation et des travaux).

Conseiller le directeur général sur les projets d'aménagements, en lien avec l'ISST.

Assurer la veille technique et réglementaire en matière de SST et piloter des études dans ce domaine.

Animer le réseau SST et répondre aux interrogations pour harmoniser les procédures, les documents pratiques et la formation relatifs à la prévention, afin que les conseillers et assistants insufflent une véritable culture de la prévention dans les services de l'ONCFS.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Marie VANHEMS-GROS, Cheffe du département QVST, au 01.44.15.16.94 ou par courriel à marie.vanhems-gros@oncfs.gouv.fr
Mme Hervane ROUSSEL, Directrice adjointe des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à drh@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 7 février 2019**, – terme de rigueur –, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-04-DRH

18/01/2019

La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Gestionnaire de rémunérations - (F/H)

La Direction des ressources humaines (DRH) est composée d'une mission développement RH et de quatre Départements : le Département carrières – effectifs, le Département de la qualité de vie et de la santé au travail, le Département de la formation et le Département des rémunérations.

La DRH gère une masse salariale de 93 M € (82% du budget de fonctionnement) pour 1471 équivalents temps plein (ETP).

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.

Sous l'autorité de la Responsable du département des rémunérations (cinq agents), le (la) Gestionnaire de rémunérations assure la liquidation des traitements et des salaires. Il (elle) procède aux déclarations et participe aux contrôles généraux à mener au titre des contrôles internes et de ceux dits de qualité.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) à pourvoir à compter du 1er mars 2019
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie B

Profil recherché

Une première expérience significative de gestionnaire de rémunérations est souhaitée.
Bonne connaissance des procédures et de la réglementation en matière de gestion de la paye.
Forte capacité d'adaptation pour intégrer les procédures administratives, l'utilisation des logiciels-métier, le vocabulaire professionnel et le fonctionnement du service.
Maîtrise des procédures administratives de gestion, de la paye et techniques de secrétariat et d'expression écrite et orale.
Capacité à prendre des initiatives et à rendre compte avec pertinence dans le cadre des responsabilités confiées.
Fortes capacités de concentration, rigueur, méthode et organisation.
Aisance relationnelle, goût pour le contact humain et patience.

Conditions particulières

Règles de confidentialité et discrétion.
Organisation impérative du temps rythmée par le calendrier de paie

Activités principales

Instruire des dossiers administratifs ou techniques :
Liquider les traitements, les charges sociales et fiscales, les allocations d'aide au retour à l'emploi (ARE) • Préparer et envoyer les attestations de salaires aux CPAM • Finaliser les déclarations des cotisations y compris la DADSU et les dossiers « emplois aidés » • Réaliser des simulations de salaires • Mandater ou émettre des titres de recette • Réaliser des études, regroupements d'informations et analyses nécessaires dans les domaines de compétences du Département • Rechercher des solutions administratives aux problèmes rencontrés par les agents ou services locaux • Instruire les dossiers relatifs au frais de changement de résidence.

Assistance administrative :
Assurer l'information de premier niveau des interlocuteurs internes et externes • Correspondre avec le prestataire chargé de la gestion des dossiers d'ARE • Former les nouveaux agents du Service.

L'agent peut être amené à participer à des actions, ponctuelles ou non, qui concernent les domaines d'intervention de l'ensemble de la Direction.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr
Mme Hervane ROUSSEL, Directrice adjointe des ressources humaines, au 01.44.15.17.14 ou par courriel à hervane.roussel@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 10 février 2018, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Date : 21/01/2019

Poste à pourvoir	**Informaticien – analyste programmeur EDI (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée de 9 mois (avec possibilité de prolongation)**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Lyon Unité Epidémiologie et Appui à la Surveillance (EAS)
Missions / contexte	L'unité EAS contribue, avec l'unité AVB (Antibiorésistance et Virulence Bactérienne) du Laboratoire Anses de Lyon et l'unité Mycoplasmologie - bactériologie du Laboratoire Anses de Ploufragan-Plouzané, à l'animation du Réseau d'épidémiosurveillance de l'antibiorésistance des bactéries pathogènes animales (RESAPATH). Le RESAPATH s'appuie sur plus de 70 laboratoires d'analyses vétérinaires adhérents répartis sur le territoire national. Ces laboratoires identifient des souches bactériennes et testent leur résistance aux antibiotiques, à partir de prélèvements réalisés par des vétérinaires chez des animaux malades (ruminants, volailles, porcs, chiens, chats, chevaux, poissons, *etc*.). Le réseau réalise un suivi temporel de la résistance aux antibiotiques de ces bactéries et il permet de mener des études approfondies sur les mécanismes de résistance. Les données produites par les laboratoires d'analyses sont envoyées par voie informatique à l'équipe d'animation de l'Anses par chaque laboratoire, sous un

même format mais structurées et codifiées différemment. Elles sont ensuite nettoyées de manière semi-automatique puis intégrées dans une base de données nationale dédiée. Afin d'améliorer le processus d'intégration des données et de répondre à un afflux croissant de données, un outil d'échange de données informatisées (EDI) doit être développé, comprenant une interface grâce à laquelle les laboratoires adhérents pourront transmettre leurs données dans un format standardisé.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité EAS, et en lien étroit avec l'équipe d'animation du RESAPATH, avec des représentants des laboratoires d'analyses vétérinaires et avec la Direction technique et informatique, l'« informaticien – analyste programmeur EDI » sera en charge d'analyser les besoins et spécifications (cahier des charges) de l'outil d'échange de données informatisées pour le RESAPATH (« EDIR »), de le développer et de le déployer.

Activités

- Contribuer à analyser précisément les besoins, les contraintes, les spécifications et les processus à mettre en œuvre pour le développement de l'outil d'échange de données informatisées, en échangeant avec les partenaires et en participant activement à la rédaction du cahier des charges,
- Développer l'outil d'échange de données informatisées (spécifications détaillées, paramétrage et programmation, tests unitaires et tests d'intégration, recette de l'application : plan de test, jeux d'essai, validation),
- Déployer l'outil auprès de certains laboratoires adhérents (premières vagues de déploiement),
- Communiquer avec les laboratoires adhérents, aider à la conception des cahiers des charges à destination de leur personne ressource informatique ou prestataire pour permettre le lien entre leur système d'exploitation et l'outil mis à disposition par le RESAPATH.

Conditions particulières /

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC+3 en informatique dans le domaine du développement (Licence, Master 2, DESS, Ingénieur)

Expériences similaires

- Expérience en développement informatique
- Une expérience en développement ou support d'outils d'échange de données informatisées serait appréciée.

Compétences

- Connaissance du développement et de l'exploitation de liens EDI et de flux de données,
- Compétences techniques (langages de programmation, réseaux (client-serveur, protocoles de communication), normes et formats EDI…),
- Bases de données : une connaissance du SQL et de MySQL serait un plus,
- Capacité d'analyse,
- Capacité d'écoute et d'interaction avec de multiples interlocuteurs, y compris non spécialistes en programmation, capacité d'intégration des attentes des interlocuteurs,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification, capacité d'adaptation,
- Fortes aptitudes et goût pour le travail en équipe pluridisciplinaire,
- Capacités rédactionnelles en français, aptitudes à la communication orale,
- Dynamisme et force de proposition.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 4 février 2019

Renseignements sur le poste : Pascal HENDRIKX, chef de l'unité EAS (pascal.hendrikx@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2018-132 à : recrutement@anses.fr et à **Pascal HENDRIKX pascal.hendrikx@anses.fr**

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil

Service juridique et international
Adjoint au responsable de service

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
- Le service juridique et international (SEJI) exerce une mission de conseil, d'expertise juridique dans ces domaines d'action et de traitement du contentieux notamment administratif. Il gère les actions de protection nationale et internationale des SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Contribuer au sein d'une équipe de 10 personnes à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO, participer à l'amélioration de la qualité juridique des actes de l'établissement. En tant qu'adjoint, seconder la responsable de service sur les dossiers internationaux.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de la responsable du service, l'agent sera chargé :
- de coordonner et animer le travail des chargés de mission pour la protection internationale des SIQO,
- d'assurer la protection internationale des SIQO sur les zones géographiques Europe, Turquie, Balkans, Russie.
Traiter des avis de détection des marques et des usurpations : recherches d'informations, expertise juridique sur les suites à donner, mise en demeure, saisine des avocats et information des ODG/Interprofessions, suivi du dossier en lien avec ces derniers,
Valoriser l'expertise du SEJI en matière de connaissance du droit interne de la zone géographique via la rédaction de vade-mecum afin d'accompagner au mieux les professionnels dans les actions de protection à l'international.
- de suivre des négociations d'accords internationaux :
Suivre des négociations et mettre en œuvre des accords internationaux et bilatéraux UE/pays tiers. Ce suivi nécessite une expertise en droit international, européen et droit interne de la zone géographique et une grande réactivité dans les délais contraints de la négociation.
- d'assurer la coopération internationale :
Organiser des programmes, en coordination avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, de visites d'études et accueil de délégations étrangères, présentations aux délégations, interventions lors de séminaires sur les SIQO. Animer le réseau des agents de l'INAO. Répondre aux demandes de coopération. Coordonner au sein de l'INAO le programme de formation européen BTSF de la DG Santé.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Contacts réguliers avec les agents de l'Institut, les administrations et les organisations professionnelles et les membres professionnels du comité national du secteur d'activité concerné</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances juridiques indispensables en droit national / européen et international, droit public, droit rural, droit viticole, propriété intellectuelle
Excellente maîtrise de l'anglais exigée</td><td>Capacité d'analyse et de synthèse ;
Qualité rédactionnelle ;
Aptitude au travail d'équipe ;
Esprit d'initiative, autonomie.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel doivent être adressés, au plus tard le 7 février 2019, au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil

Service Contrôles

Chargé(e) de missions techniques et réglementaires

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">L'INAO est chargé de gérer, avec la DGCCRF, le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine.
Le Service Contrôles a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il encadre l'ensemble des organismes de contrôles, assure directement la fonction de contrôle de second niveau et remplit les obligations d'informations sur les contrôles auprès de la Commission européenne.
Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents des délégations territoriales et des autres services de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations sur les sujets contrôles des SIQO.
Au sein de ce service, le chargé de missions techniques et réglementaires assure, dans le cadre d'une équipe de 8 personnes et en collaboration avec elles, diverses missions prévues dans la réglementation agriculture biologique, ainsi que les fonctions d'agrément et d'évaluation des organismes de contrôles, d'habilitation des laboratoires, d'approbation des plans de contrôle et d'inspection, d'habilitation des opérateurs, de contrôle du respect du cahier des charges, de secrétariat du Conseil des agréments et contrôles et de suivi des procédures.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Supervision des projets de plans de contrôle et d'inspection. Participation aux équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges.
Finalisation des dossiers présentés à la validation du CAC ou du Directeur. Supervision des organismes de contrôles et appui à la mission d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément.
Analyse des informations relatives aux irrégularités en agriculture biologique, saisie sur le logiciel européen OFIS de ces irrégularités et suivi des dossiers concernés.
Participation aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité
Très bonne maîtrise de l'anglais</td><td>Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels.
Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers
Compétences rédactionnelles et relationnelles
Capacité d'analyse et de synthèse
Expression écrite et orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées au plus tard le 15 février 2019 au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr
Informations sur le poste : Mme Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles
Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

EXPERT INFORMATIQUE REGIONAL (H/F)

N° du poste : 19100 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP ASP : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. L'activité de la Direction Régionale se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. Chacune de ces thématiques est suivie et animée par un directeur régional délégué pour l'ensemble de la région, sous l'autorité d'un directeur régional.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste sera placé sous l'autorité hiérarchique du directeur régional. Il ou elle assure la fonction de CIDR du site de Bordeaux et la coordination de l'ensemble de l'équipe informatique de la direction régionale sur les 4 sites composée de 6 autres agents.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Au titre de ses fonctions de correspondant informatique sur le site de Bordeaux, pour lequel il sera assisté par un technicien :** - Déployer les équipements et logiciels mis en place par la DIT. Effectue les installations des équipements informatiques - Garantir le bon fonctionnement des systèmes et assurer la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements - Assister les utilisateurs, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques, la personnalisation de l'environnement de travail, la résolution des incidents.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter (suite)</td><td colspan="2">- Traiter la gestion des incidents (pannes, dysfonctionnements) au sein des trois sites de la région.
- Participer à la conception des supports de formation et documentation, et à l'animation de formations sur site.
- Etre l'interlocuteur privilégié des utilisateurs de la DR pour tout projet informatique.

Au titre de ses fonctions de supervision sécurité des systèmes d'information :
- S'assurer que préconisations définies par le responsable sécurité des systèmes d'information de l'établissement (RSSI), sont appliquées sur le périmètre de la DR.

Au titre de sa mission de coordination des fonctions informatiques de la direction régionale et en s'appuyant sur les compétences des correspondants informatiques de la DR :
- Animer le réseau régional des correspondants informatiques : réunions téléphoniques ou présentielles. Se déplacer régulièrement au contact des autres sites.
- Coordonner la mise en place des méthodologies de travail communes, les échanges d'information, les serveurs partagés
- Organiser la complémentarité des travaux des CIDR, en lien avec le directeur régional, et s'assurer de l'organisation de la suppléance et de l'intervention à distance en cas d'absence.
- S'assurer de la bonne fin sur chacun des sites des opérations soumises à impératifs de délai, notamment la mise en place des postes de travail des contrôleurs pendant la campagne de contrôle sur place.
- Assurer la communication interne auprès des agents sur les travaux du réseau l'informatique de la direction régionale.
- Appuyer l'équipe de direction de la DR et participer à la réflexion sur l'évolution de l'organisation, la valorisation des données, le pilotage. Proposer des solutions techniques. A ce titre, peut être amené à coordonner des développements nouveaux ou déploiements de solutions logicielles.
- Participer à l'analyse des besoins de formation bureautique et technique des CIDR et du personnel et à la mise en œuvre des programmes correspondants, en lien avec les CIDR.
- Assurer un lien privilégié avec les services de la DIT
- Possibilité de représentation de la direction régionale dans les groupes de travail nationaux requérant sa compétence et notamment au réseau ASP de l'informatique régionale (développement et conduite de projet).
- Participer aux réunions nationales de coordination des CIDR et recherche des partenariats ou transferts d'expérience avec les autres directions régionales.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l'ensemble des agents du site et de la DR, plus particulièrement les autres CIDR, la direction informatique (DIT), la mission de gouvernance et de sécurité des SI (MGSSI).

En externe : fournisseurs techniques.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Expertise sur la configuration des postes de travail en environnement Windows.

- Maîtrise des environnements et applications bureautiques

- Connaissance des méthodes d'analyse et de conduite de projet

- Compétence en développement</td><td>- Capacité d'organisation, de pilotage ;

- Coordination d'équipe en mode projet ;

- Capacité rédactionnelle ;

- Capacité d'analyse et de synthèse</td></tr>
</table>

	informatique. - Connaissance des procédures de l'établissement et de son environnement technique ; - Connaissance des problématiques de valorisation de données - Gestion de la qualité et de la sécurité informatique	- Rigueur / fiabilité ; - Sens de la pédagogie et du relationnel ; capacité d'écoute
Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : - Monsieur Yannic MONTEILHET – Directeur Régional – yannic.monteilhet@asp-public.fr – Tél : 05 56 01 50 51 - Madame Véronique GELIS – Cheffe du Service Administratif et Financier – veronique.gelis@asp-public.fr – Tél : 05 55 11 57 08 Pour des questions relatives au recrutement et aux RH : - Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64 Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019.	

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Poitiers

Avenue du Tour de France

86963 FUTUROSCOPE-CHASSENEUIL

GESTIONNAIRE D'APPLICATION INFORMATIQUE (H/F)

N° du poste : 19101 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie B :	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1**
Poste vacant / SREPES :	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. L'activité de la Direction Régionale se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. Chacune de ces thématiques est suivie et animée par un directeur régional délégué pour l'ensemble de la région, sous l'autorité d'un directeur régional.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste sera placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur régional. Il ou elle assure la fonction de Correspondant Informatique (CIDR) du site de Poitiers.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Déployer les équipements et logiciels mis en place par la Direction informatique ; - Effectuer les installations des équipements informatiques - Garantir le bon fonctionnement des systèmes et assurer la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Assister les utilisateurs, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques, la personnalisation de l'environnement de travail, la résolution des incidents.

- Traiter la gestion des incidents (pannes, dysfonctionnements) au sein des trois sites de la région.

- Participer à la conception des supports de formation et documentation, et à l'animation de formations sur site.

- Mettre en œuvre des différentes tâches liées à des missions spécifiques : structuration du disque commun du site, maintenance préventive et curative des équipements, installation et maintenance du parc informatique, conception de référentiels, mise à jour d'habilitations et accès, gestion de la sécurisation des postes informatiques, gestion des moyens...

- Etre l'interlocuteur privilégié des utilisateurs du site pour tout projet informatique.

- Assurer la mission de correspondant sécurité des systèmes d'information sur le site d'affectation (Poitiers).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l'ensemble des agents du site et de la DR, plus particulièrement les autres CIDR, la direction informatique (DIT), la mission de gouvernance et de sécurité des SI (MGSSI).</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td></td><td>- Connaissance des systèmes d'exploitation, des réseaux ;

- Connaissance des procédures de l'établissement ;

- Connaissance et application des recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'informations</td><td>- Maîtrise des outils de « requêtages » et des outils bureautiques Word et Excel ;

- Esprit d'initiative, capacité d'analyse, synthèse ;

- Sens du contact, du service public et du travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

- Monsieur Yannic MONTEILHET – Directeur Régional – yannic.monteilhet@asp-public.fr – Tél : 05 56 01 50 51

- Madame Véronique GELIS – Cheffe du Service Administratif et Financier – veronique.gelis@asp-public.fr – Tél : 05 55 11 57 08

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64

Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019.</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

GESTIONNAIRE D'APPLICATION INFORMATIQUE (H/F)

N° du poste : 19099 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie B :	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1**
Poste vacant / SREPES :	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. L'activité de la Direction Régionale se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. Chacune de ces thématiques est suivie et animée par un directeur régional délégué pour l'ensemble de la région, sous l'autorité d'un directeur régional.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste sera placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur régional. Il ou elle assure la fonction de Correspondant Informatique (CIDR) du site de Bordeaux.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Déployer les équipements et logiciels mis en place par la Direction informatique ; - Effectuer les installations des équipements informatiques - Garantir le bon fonctionnement des systèmes et assurer la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements - Assister les utilisateurs, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques,

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">la personnalisation de l'environnement de travail, la résolution des incidents.

- Traiter la gestion des incidents (pannes, dysfonctionnements) au sein des trois sites de la région.

- Participer à la conception des supports de formation et documentation, et à l'animation de formations sur site.

- Mettre en œuvre des différentes tâches liées à des missions spécifiques : structuration du disque commun du site, maintenance préventive et curative des équipements, installation et maintenance du parc informatique, conception de référentiels, mise à jour d'habilitations et accès, gestion de la sécurisation des postes informatiques, gestion des moyens…

- Etre l'interlocuteur privilégié des utilisateurs du site pour tout projet informatique.

- Assurer la mission de correspondant sécurité des systèmes d'information sur le site d'affectation (Bordeaux).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l'ensemble des agents du site et de la DR, plus particulièrement les autres CIDR, la direction informatique (DIT), la mission de gouvernance et de sécurité des SI (MGSSI).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des systèmes d'exploitation, des réseaux ;

- Connaissance des procédures de l'établissement ;

- Connaissance et application des recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'informations</td><td>- Maîtrise des outils de « requêtages » et des outils bureautiques Word et Excel ;

- Esprit d'initiative, capacité d'analyse, synthèse ;

- Sens du contact, du service public et du travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

- Monsieur Yannic MONTEILHET – Directeur Régional – yannic.monteilhet@asp-public.fr – Tél : 05 56 01 50 51

- Madame Véronique GELIS – Cheffe du Service Administratif et Financier – veronique.gelis@asp-public.fr – Tél : 05 55 11 57 08

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64

Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)
Service des contrôles

N° du poste : 19103 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel **Poste catégorie A : 2**	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. Le service des contrôles du site de Bordeaux est une unité de la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, placé sous la responsabilité du Directeur régional délégué responsable de la thématique « contrôles ». Il est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que d'agents en CDD qui assurent des missions de contrôle, dans les exploitations agricoles, des demandes d'aides dans le domaines du paiement des aides européennes aux surfaces, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (domaine « hors SIGC »). Ces contrôles sont confiés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ASP. Les vérifications menées dans ce cadre ont pour but de s'assurer de la régularité des demandes déposées en vue d'obtenir le versement de fonds publics. Le site de Bordeaux travaille en réseau avec les deux autres sites de Limoges et Poitiers, lesquels réalisent des missions analogues
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef de service, le ou la titulaire encadre, anime et coordonne les activités du service. De plus, il ou elle assure une fonction d'encadrement, d'animation et de coordination sur un domaine d'activité (animaux ou hors surface)

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Co-piloter et co-animer l'ensemble des équipes des secteurs d'activité du service.
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants et des agents en CDD.
- Participer à des groupes de travail, animer des réunions et établir des comptes rendus.
- Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service, au sein de la DR Nouvelle-Aquitaine et en lien étroit avec les deux autres services des contrôles.
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes.
- Assurer l'exactitude de la situation d'avancement des différents types de contrôles en cours, dans les outils locaux, régionaux et nationaux.
- Suivre les tableaux de bord de l'activité en vue d'atteindre les objectifs définis.
- Déplacements et disponibilité sont nécessaires au poste occupé.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...)
- Directions du siège de l'ASP
- Autres services des contrôles au sein de la direction régionale
- Autres services du site</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs-faire</td><td>Savoirs:</td></tr>
<tr><td>- Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ;
-Maîtrise des techniques managériales, animation, écoute et dialogue avec les équipes.
- Maîtriser des techniques de communication écrite et orale
- Savoir rendre compte, déléguer et être disponible
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet
- Capacité d'anticiper les difficultés et d'alerter son chef de service
- Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe
- Capacité à gérer une relation externe.
- Réactivité.</td><td>- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre
- Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Monsieur Bruno ANTIQ – Directeur Régional Délégué – bruno.antiq@asp-public.fr – Tél : 05 55 49 56 06
- Madame Sylvie MIROIR – Cheffe du Service Contrôles – Site de Bordeaux sylvie.miroir@asp-public.fr – Tél : 05 56 48 90 12

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

	Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019.

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

CHEF DE SECTEUR (H/F)
Contrôles animaux

N° du poste : 19104 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel **Poste catégorie A : 2**	**Cotation parcours professionnel** **Poste catégorie A : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. Le service des contrôles du site de Bordeaux est une unité de la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, placé sous la responsabilité du Directeur régional délégué responsable de la thématique « contrôles ». Il est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que d'agents en CDD qui assurent des missions de contrôle, dans les exploitations agricoles, des demandes d'aides dans le domaines du paiement des aides européennes aux surfaces, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (domaine « hors SIGC »). Ces contrôles sont confiés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ASP. Les vérifications menées dans ce cadre ont pour but de s'assurer de la régularité des demandes déposées en vue d'obtenir le versement de fonds publics. Le site de Bordeaux travaille en réseau avec les deux autres sites de Limoges et Poitiers, lesquels réalisent des missions analogues
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef de service, le ou la titulaire encadre, anime et coordonne les activités d'une équipe de contrôleurs et de gestionnaires administratifs pour le dispositif « animaux » Son secteur géographique de référence concerne les départements 33, 40, 47 et 64.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Définir avec le chef de service des contrôles les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe.
- Planifier et distribuer le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et des compétences de chacun.
- Assurer le suivi de l'activité de contrôle et de supervision, le suivi des suites données aux constats de contrôle.
- Réaliser les formations à destination des contrôleurs terrain et superviseurs, être la personne ressource pour les contrôleurs et superviseurs.
- Organiser les autocontrôles au sein de son équipe (contrôle de la bonne application des procédures par, le contrôle interne, la reperformance, la supervision des dossiers ...)
- Proposer et mettre en œuvre des améliorations relatives aux procédures appliquées au sein de son équipe.
- Accompagner en doublon sur le terrain les contrôleurs en formation.
- Apporter un appui sur les dossiers complexes.
- Participer à l'élaboration des demandes de moyens en fonction des objectifs définis pour son équipe.
- Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du secteur.
- Participer au recrutement et à la formation des agents en CDD et des nouveaux arrivants.
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DDC...) et externes (DDT, DDPP, DRAAF, ...) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc....), participer aux missions d'audit.
- Participer à des groupes de travail, animer des réunions.
- Synthétiser et présenter le bilan des activités du secteur.
- Donner son avis au responsable hiérarchique, pour ce qui concerne la formation, la carrière, l'évaluation des membres de l'équipe</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Exploitants agricoles et structures bénéficiaires du dispositif contrôlé.

Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...).

Directions du siège de l'ASP (Direction des Contrôles).

Autres services des contrôles au sein de la Direction régionale.

Autres services du site</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement professionnel et ses enjeux
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés
- Maîtriser les outils informatiques de gestion</td><td>- Capacité de planification et suivi
- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité à former les contrôleurs, pédagogie
- Capacité à animer et fédérer l'équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à travailler en équipe, en réseau
- Rendre compte</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : - Monsieur Bruno ANTIQ – Directeur Régional Délégué – bruno.antiq@asp-public.fr – Tél : 05 55 49 56 06 - Madame Sylvie MIROIR – Cheffe du Service Contrôles – Site de Bordeaux sylvie.miroir@asp-public.fr – Tél : 05 56 48 90 12 Pour des questions relatives au recrutement et aux RH : - Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64 Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019.

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)
Service des contrôles

N° du poste : 19103 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel **Poste catégorie A : 2**	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. Le service des contrôles du site de Bordeaux est une unité de la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, placé sous la responsabilité du Directeur régional délégué responsable de la thématique « contrôles ». Il est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que d'agents en CDD qui assurent des missions de contrôle, dans les exploitations agricoles, des demandes d'aides dans le domaines du paiement des aides européennes aux surfaces, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (domaine « hors SIGC »). Ces contrôles sont confiés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ASP. Les vérifications menées dans ce cadre ont pour but de s'assurer de la régularité des demandes déposées en vue d'obtenir le versement de fonds publics. Le site de Bordeaux travaille en réseau avec les deux autres sites de Limoges et Poitiers, lesquels réalisent des missions analogues
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef de service, le ou la titulaire encadre, anime et coordonne les activités du service. De plus, il ou elle assure une fonction d'encadrement, d'animation et de coordination sur un domaine d'activité (animaux ou hors surface)

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Co-piloter et co-animer l'ensemble des équipes des secteurs d'activité du service.
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants et des agents en CDD.
- Participer à des groupes de travail, animer des réunions et établir des comptes rendus.
- Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service, au sein de la DR Nouvelle-Aquitaine et en lien étroit avec les deux autres services des contrôles.
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes.
- Assurer l'exactitude de la situation d'avancement des différents types de contrôles en cours, dans les outils locaux, régionaux et nationaux.
- Suivre les tableaux de bord de l'activité en vue d'atteindre les objectifs définis.
- Déplacements et disponibilité sont nécessaires au poste occupé.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...)
- Directions du siège de l'ASP
- Autres services des contrôles au sein de la direction régionale
- Autres services du site</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs-faire</td><td>Savoirs:</td></tr>
<tr><td>- Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ;
-Maîtrise des techniques managériales, animation, écoute et dialogue avec les équipes.
- Maîtriser des techniques de communication écrite et orale
- Savoir rendre compte, déléguer et être disponible
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet
- Capacité d'anticiper les difficultés et d'alerter son chef de service
- Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe
- Capacité à gérer une relation externe.
- Réactivité.</td><td>- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre
- Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Monsieur Bruno ANTIQ – Directeur Régional Délégué – bruno.antiq@asp-public.fr – Tél : 05 55 49 56 06
- Madame Sylvie MIROIR – Cheffe du Service Contrôles – Site de Bordeaux sylvie.miroir@asp-public.fr – Tél : 05 56 48 90 12

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

	Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement au plus tard le 14 février 2019.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 80008 - 93555 Montreuil cedex

Agence comptable/Service Visa des interventions

Chef d'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes

N° appel à candidature : **19007**	**Catégorie : A+/A**
Cotation parcours professionnel : **2**	**Cotation groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'état**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Etablissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens Une soixantaine d'agents de l'Etablissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500 M€/an). L'Agence comptable est organisée en 4 services (Visa des interventions, Comptabilité, Finances et Recouvrement). Le service Visa des interventions créé en février 2018. Il regroupe les agents et les activités de deux services, l'un précédemment chargé des aides nationales et l'autre des aides communautaires. L'équipe de 34 personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes est composée de 7 agents. Elle a la responsabilité notamment des mesures relatives à la promotion vitivinicole et générique, aides aux plus démunis, lait dans les écoles, stockage privé et public et à la génétique animale. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise. Pour ces mesures, elle est chargée : - Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention dont elle a la responsabilité ; - De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ; - Des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP). Le chef d'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes est assisté d'un adjoint.
Objectifs du poste	Assurer la mise en œuvre des dispositifs de visa pour les mesures relevant de l'unité en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'Agence comptable et de l'Etablissement dans ce secteur. Dans le cadre défini par le service, organiser l'activité de l'unité : s'assurer du bon déroulement des opérations de visa des dépenses, anticiper les difficultés et blocages dans le processus de dépense et apporter les solutions nécessaires. Développer la polyvalence et l'harmonisation des pratiques entre les agents de l'unité. Assister le chef de service et son adjoint dans la mise en place des outils d'organisation, de pilotage de l'activité et de performance du service. Mettre en œuvre les évolutions attendues et les objectifs définis dans le plan pluriannuel de performance.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">- Pilotage et organisation de l'activité de l'unité notamment des contrôles et de leur supervision pour garantir la continuité du service et sa qualité ;
- Réalisation des mesures de suivi de la performance et préparation des projets de réponse aux audits internes et externes ;
- Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;
- Etre en capacité d'assurer la supervision des différentes mesures relevant de l'unité ;
- Gestion des ressources humaines de l'unité.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services gestionnaires (direction Interventions), service Juridique et de Coordination communautaires, service Systèmes d'information, auditeurs internes et externes, autres services de l'Agence comptable.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>Connaissance des principes de la comptabilité publique.
- Capacité à organiser le travail autour des outils informatiques.
- Connaissance de la règlementation européenne et des dispositifs d'aide agricole appréciée.</td><td>- Capacité d'analyse et qualités relationnelles.
- Aptitudes managériales à fédérer une équipe autour des projets qui lui sont confiés.
- Capacité à rendre compte et à relayer les informations.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Intérêt pour les systèmes d'information financiers.</td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste :</td><td colspan="2">Sans objet</td></tr>
<tr><td>Poste clé[1] :</td><td colspan="2">Oui X Non</td></tr>
<tr><td>Poste à caractère sensible[2] :</td><td colspan="2">Oui ☐ Non X</td></tr>
<tr><td>Poste à privilèges[3] :</td><td colspan="2">Oui ☐ Non X</td></tr>
<tr><td>Délégation de signature :</td><td colspan="2">Oui X Non ☐</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
01-73-30-26-09
rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr
Véronique LEBLANC, Cheffe du service Visa des interventions
01-73-30-21-32
veronique.leblanc@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
Tél. : 01.73.30.22.66
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales.
La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.
Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : 15 FEVRIER 2019

1 Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
2 Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
3 Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.